

Face à la situation des migrants en Libye. Essai d'action dans un espace de frontières.

Viol, torture, esclavage, demande de rançon auprès des familles, enfants prisonniers, nouveaux nés qu'on laisse mourir. Camps de détention officiels, camps de détention informels, maisons ou fermes-prisons. De nombreux reportages et dossiers d'organisations internationales (HCR, ONU, OIM), d'ONG ou de journalistes, ont raconté ces dernières années la monstruosité de la Libye pour les migrant(e)s. Il y a eu quelques images : celle d'un homme vendu comme esclave, d'une femme au sol, pieds et mains enchaînés. Plus récemment des images ont été arrachées à l'horreur par quelqu'un qui la vivait et risquait d'être torturé ou tué pour la montrer au monde.

Sur l'autre rive : l'Union européenne qui conclut ou finance des accords pour empêcher le départ des migrants ; l'Italie avec son Mémorandum d'entente avec le gouvernement d'Al Sarraj et ses ports fermés ; les financements pour la réalisation des camps ; l'entraînement des gardes côtes libyens ; l'envoi par divers pays de l'UE d'un équipement technique toujours plus sophistiqué pour capturer les êtres humains avant qu'ils ne quittent les côtes libyennes.

Au milieu : un petit pays, la Tunisie, avec une frontière parfois ouverte et parfois fermée pour empêcher le passage des quelques êtres humains qui choisissent la voie terrestre pour tenter d'échapper à l'enfer libyen. Un pays qui ne prévoit pas, pour ceux qui arrivent sur son territoire, un quelconque accès au statut de réfugié ni aucune autre forme de légalisation de leur séjour. Une monstruosité absolue, il n'y a pas d'autres mots.

Une monstruosité produite par les politiques mises en œuvre par l'UE et ses états membres, depuis maintenant des décennies, pour gouverner les mouvements des personnes, avec divers instruments : institution des visas d'entrée, et par ce biais, restriction des arrivées et limitation drastique de la possibilité du mouvement des personnes ; externalisation des frontières ; création d'une agence de contrôle des frontières (Frontex, aujourd'hui agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes) avec ses diverses missions, terrestres et maritimes ; accords avec les pays d'origine ; patrouilles en mer ; production de la mort en Méditerranée ; dépenses toujours plus grandes pour les technologies de la sécurité ; diverses formes de centre de détention, dans les pays d'arrivée comme dans les pays de transit en dehors de l'UE ; démantèlement progressif du statut de l'asile politique ; criminalisation de ceux que l'on définit comme « migrants économiques » ainsi que des supposés « faux réfugiés », et par conséquent criminalisation des actions de solidarité avec les migrant(e)s...

La liste est longue, mais il n'est pas opportun de la rappeler ici intégralement. Une de ses conséquences est cette monstruosité absolue : L'enfer pour les migrant(e)s en Libye et leur mort quotidienne en Méditerranée.

En tant que simple habitant(e)s et militant(e)s d'une région qui s'étend de la Libye à l'Europe en passant par la Tunisie, de diverses manières, nous sommes concerné(e)s par la condition infernale des migrant(e)s en Libye : parce qu'ils/elles sont détenu(e)s en Libye, parce qu'ils/elles pourraient passer en Tunisie et que parfois ils/elles y transitent, et parce que même de la Tunisie, pour ses habitants, l'unique possibilité de partir, hormis quelques rares visas, est la voie maritime avec ses morts et ses disparitions, parce que certain(e)s arrivent en Europe, et parce que l'Europe a contribué dans une grande mesure à créer l'enfer libyen.

Mais nous avons assisté, d'année en année, à la réduction progressive de l'espace d'action permettant de miner les politiques responsables de cette situation. Un espace désormais limité aux actions de solidarité et d'aide aux migrant(e)s, pour les secourir dans les goulots d'étranglement de la Méditerranée ou de quelques frontières terrestres, et avec des marges d'action et de revendication toujours plus réduites.

Face à ce qui semble être une impossibilité absolue, devons-nous rester impuissants et nous résigner à l'être ? Ou est-il possible au contraire d'imaginer, d'inventer, de découvrir une autre possibilité d'action ?

Dans la tentative de construction d'un espace d'existence, d'imagination, de vie collective qui ne serait pas surdéterminé par les politiques de gouvernement du mouvement des personnes, avec leurs conséquences de morts et de monstrueux domptages des corps, en tant qu'habitant(e)s et militant(e)s de quelques lieux de cette région, nous avons créé le Groupe informel Europe Zarzis Afrique.

Zarzis est une ville tunisienne sur la Méditerranée et proche de la frontière avec la Libye, un lieu de départ de nombreux(es) jeunes Tunisien(ne)s, et d'arrivée, ces dernières années, de quelques migrant(e)s subsaharien(ne)s, secouru(e)s en mer ou ayant traversé la frontière terrestre. Une ville de frontière où la production de morts des politiques migratoires de l'UE est une expérience quotidienne, par la douleur des familles des migrant(e)s tunisien(ne)s disparu(e)s, par les pêcheurs découvrant des corps en mer, par leur engagement dans le secours des naufragé(e)s, par l'enterrement des morts, par la documentation et la construction d'une mémoire de ce qui est en train de se passer.

Nous avons tenté d'imaginer une action des habitant(e)s, totalement distincte de celle des états et des organisations internationales impliqués dans leurs politiques, et en opposition absolue tant aux politiques externalisation de l'UE qu'aux politiques discriminatoires et souvent persécutrices de l'état tunisien. Pour cela, au début du mois d'août 2019, nous organiserons d'abord un séminaire avec différents acteurs pour ébaucher des possibilités d'économie et d'existence alternative pour les habitants de Zarzis et pour les migrant(e)s arrivants de Libye, puis ferons une marche vers la frontière avec la Libye, ce lieu qui en ce moment est un enjeu fondamental du jeu des nécropolitiques migratoires.

Pour une action significative, nous avons besoin du soutien et de la participation de tous ceux qui, comme nous, refusent cette monstruosité insoutenable. Dans les mois qui précéderont, nous contacterons des organisations, des associations, des groupes ou collectifs, des individus pour construire ensemble cette mobilisation.

De plus, nous vous demandons de nous écrire par mail ou sur la page Facebook si vous avez des suggestions pour la réalisation du séminaire (personnes à inviter, thèmes à discuter, expériences déjà réalisées, recherche de financements). Nous voudrions qu'il s'organise autour de quelques axes principaux (agriculture, artisanat, pêche, tourisme), et qu'il ne représente qu'un premier moment pour la construction de parcours alternatifs d'existence et de vivre-ensemble dans un espace de frontières.

1, 2 et 3 août : séminaire

4 août : marche vers la frontière

5 août : rencontre : bilan et projets futurs

Nous vous attendons nombreux !

Group informel Europe Zarzis Afrique ; Carovane migranti

<http://europezarzisafrique.org>

<https://buonacausa.org/cause/europezarzisafrique>

<https://www.facebook.com/europezarzisafrique.org/>

europezarzisafrique@gmail.com

Premier(ère)s signataires:

Asociación Elín (Ceuta); Association La terre pour tous (Tunisie); Asociación pro derechos de la infancia, Prodein (Melilla); ATI (Associazione Tunisini in Italia); Adif (Associazione diritti e frontiere); Caravana abriendo fronteras (España); Comitato Verità e Giustizia per i Nuovi Desaparecidos nel Mediterraneo; Familles des Harraga Disparus (Algerie); Forum Antirazzista di Palermo; Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES); Karabana Mugak Zabalduz (Euskal Herria); LasciateCIEntrare; Madres de Plaza de Mayo-Linea Fundadora (Argentina); Movimiento Migrante Mesoamericano (México); Nawart Press (collettivo giornalista* indipendenti); Pontes dei tunisini in Italia; Red Mundial de Madres de Migrantes Desaparecidos; Palermo Senza Frontiere; Rete Antirazzista Catanese; Stop Mare Mortum (Catalunya); Tous Migrants (France);

À Zarzis de Libye: Osman (Bénin); Abou Baker, Mamadou, Omar (Côte d'Ivoire); Charif, André, Hassan, Hassan, Ibrahim (Guinea Conakry); Aifa (Kenya); Ahmed, Ali, Ibrahim, Omar (Senegal); Amine, Omar, Issa, Mohamed (Sudan);

Yasmine Accardo (attivista); Santiago Alba Rico; Gennaro Avallone (docente ricercatore Università di Salerno); Iker Barbero (profesor de la Universidad del País Vasco); Kamel Belabed (Porte parole Familles des Harraga Disparus); Marta Bellingreri; Chamseddine Bourassine; Farouk Ben Lhiba; Enrico Calamai (Comitato Verità e Giustizia per i Nuovi Desaparecidos nel Mediterraneo); Antonio Esposito (ricercatore Università di Napoli); Stefano Galieni (giornalista Left); Gabriella Guido (attivista); Paola Gandolfi; Noureddine Gantri; Domenico Guarino (missionario comboniano); Juan Hernández Zubizarreta (profesor de la Universidad del País Vasco, Ongi Etorri Errefuxiatuak); Mohsen Lihidheb (Musée de la Mémoire de la Mer de Zarzis, Tunisie); Melissa Mariani; Chamseddine Marzoug (Cimetière des inconnus, Zarzis, Tunisie); Alessandra Mecozzi (Comitato Verità e Giustizia per i Nuovi Desaparecidos nel Mediterraneo); José Palazón Osma (Prodein, Melilla); Domenico Perrotta (ricercatore); Gabriele Proglia (Universidade de Coimbra); Fabio Raimondi (Università di Udine); Arturo Salerni (Comitato Verità e Giustizia per i Nuovi Desaparecidos nel Mediterraneo); Imed Soltani (Association La terre pour tous, Tunisie); Dorsaf Wartatani; Kouceila Zerguine (avocat, Annaba, Algerie).

Présentation du “Groupe informel Europe Zarzis Afrique”:

Une brève présentation pour dire qui nous sommes.

Pour ce faire, même brièvement, on devrait remonter à l'année 2011, au départ de nombreux jeunes tunisiens vers l'Italie, au décours de la révolution tunisienne, avec la mort et la disparition de certains d'entre eux. C'est en effet, grâce à la lutte entreprise par leurs familles, pour réclamer la vérité concernant ces disparitions, que le contact a été établi entre les deux rives de la mer méditerranée avec la dénonciation des politiques migratoires de l'UE et de l'Italie, en indiquant leur responsabilité, en général, dans les morts de migrants en mer Méditerranée et en particulier leur coresponsabilité conjointement avec la Tunisie, dans lesdites disparitions.

La constitution du groupe « Europe Zarzis Afrique », est en effet une conséquence de cette rencontre politique, entre activistes italiens et familles tunisiennes.

Et chemin faisant, il y a eu d'innombrables moments de rencontres et d'échanges, basés surtout sur les revendications des familles tunisiennes, dont une en particulier : celle de les revendiquer avec les familles des disparus leur vie d'une part comme de l'autre de la Méditerranée, d'accuser les politiques européennes adoptées en matière de limitation de la libre circulation des personnes et dénoncer leurs responsabilités dans la production de morts et disparitions. Ci-après, une liste des diverses actions, qui ont jalonné notre parcours de lutte:

Les diverses revendications adressées, aussi bien à l'Italie qu'à la Tunisie, en tant qu'États coresponsables desdites disparitions, et ce, de la part des familles tunisiennes conjointement avec le groupe féministe « Le Venticinqueundici » ;

Les dénonciations politiques et juridiques, mettant en cause les deux États ;

La création, en Tunisie, d'une première association des familles, « La terre pour tous » ;

Certaines initiatives émanant conjointement du groupe « Caravanes migrantes » avec « La terre pour tous », et ce, en Italie, en France et en Tunisie, dont notamment, la rencontre avec la « Caravana de Madres Centroamericanas » et la participation de certaines familles tunisiennes, y compris des familles de Zarzis, au sommet mondial des mères de migrants disparus « Cumbre Mundial de Madres de Migrantes Desaparecidos » qui s'est tenu à la ville de Mexico durant le mois de novembre 2018 ;

La mobilisation en faveur de la libération des pêcheurs de Zarzis, indûment séquestrés et accusés d'incitation à l'immigration clandestine, par les autorités italiennes, durant le mois d'août 2018, suite au secours qu'ils ont prêté à des migrants en difficulté près de Lampedusa ; sachant que ces pêcheurs n'ont eu de cesse d'assister et de secourir les personnes en difficulté, en pleine mer, durant près de vingt ans déjà ;

La mobilisation en faveur d'un lieu plus digne pour le « cimetière des inconnus », à Zarzis, où sont enterrés les corps repêchés des migrants morts, victimes de la frontière de l'UE.

La constitution du groupe ou collectif « Europe Zarzis Afrique » s'inscrit donc dans la continuité de ces actions.

C'est une forme d'organisation que certains d'entre nous ont décidé d'adopter, au décours des discussions qu'on a eu durant le mois de janvier de cette année à Zarzis, consacrées à la recherche de possibles actions politiques à opposer à la monstruosité qui caractérise la situation des migrants en Libye. Ce groupe est composé de certains habitants de Zarzis et de diverses villes italiennes, et est en contact avec certains migrants subsahariens, rescapés de la Libye et actuellement présents sur le territoire du gouvernorat de Médenine et notamment à Zarzis.

L'appel « Face à la situation des migrants en Libye : Essai d'action dans un espace de frontières », ainsi que les initiatives prévues pour les premiers jours d'août 2019, s'inscrivent selon nos intentions comme une toute première étape inaugurale d'un parcours destiné à l'ouverture d'un champ d'action politique par le bas, afin de donner lieu à des formes d'existence et de résistance, dans un espace crucial pour les politiques migratoires de l'UE, liées à ses intérêts économiques et géopolitiques en Libye.

Un parcours destiné également à l'ouverture, dans la mesure du possible, d'un nouvel imaginaire et peut-être d'une nouvelle forme de narration, dans lesquels, l'opposition aux politiques migratoires de l'UE pourrait être réalisée à travers l'invention de pratiques d'existence, y compris économique, alternatives. Pratiques dissociées de tout lien avec le cycle infernal et terrifiant de l'accueil traversé par différentes formes d'enfermement des corps et des vies, qu'on trouve en Europe et que l'Union européenne exporte dans d'autres pays par les politiques des visas et de l'externalisation de ses frontières.

Mars 2019

(Chamseddine Bourassine, Farouk Ben Lhiba, Mohsen Lihidheb, Chamseddine Marzoug, Slaheddine Mcharek, Monica Scafati, Federica Sossi, Valentina Zagaria)